

TÉRMINOS DE RÉFÉRENCE POUR L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET AACID 0C073/2020

I. Introduction			
<p>L'objectif général de ces termes de référence (TdR) est d'établir le cadre nécessaire pour faire face à l'évaluation de l'intervention «Renforcement de la sécurité alimentaire et hydrique de la population et prévention des effets du Covid 19 dans la région de Saint-Louis, Sénégal»</p> <p>La proposition de travail doit répondre à toutes les questions ici indiquées, étant la condition nécessaire à l'acceptation du Rapport d'évaluation.</p>			
I.1. DONNÉES GÉNÉRALES DE L'INTERVENTION			
ENTITE BENEFICIAIRE	Solidaridad Internacional Andalucía		
DENOMINATION DE L'INTERVENTION	Renforcement de la sécurité alimentaire et hydrique de la population et prévention des effets du Covid 19 dans la région de Saint-Louis, Sénégal		
N°. EXPTE AACID	0C073/2020		
NORMATIVE REGULATRICE DE LA SUBVENTION	Ordre du 21/06/2016 - BOJA (BOJA) n° 120 du 24/06/2016		
PAYS	Sénégal	MUNICIPALITES	BELLEL KELLE, DIAMA ALWALY, GAMADJI SARE
I.2. RESUMÉ DE LA STRATÉGIE D'INTERVENTION (Maximum 2.500 caractères)			
<p>Décrire de manière brève les problèmes et les intérêts que l'intervention prétend résoudre et la stratégie d'intervention, faisant référence à d'autres interventions avec lesquelles le projet peut avoir des synergies ou complémentarités.</p> <p>Avant les années 1970, dans la vallée du fleuve Sénégal, les terres étaient essentiellement consacrées aux cultures de décrue dans le Walo et aux cultures pluviales dans le Diéri, ainsi qu'à l'élevage occasionnel. Dans le Diéri, terres situées en dehors des zones inondables, les cultures sont aléatoires, car elles dépendent de la pluviométrie. Pour éviter que l'économie agricole ne soit dépendante des intempéries et pour assurer la production, des systèmes d'irrigation ont été développés. Malgré la disponibilité des ressources hydriques dans la vallée du fleuve Sénégal, l'accès à l'eau constitue un obstacle sérieux au développement des activités agricoles.</p> <p>Dans la zone du Dieri, qui présente les plus grandes difficultés d'accès à l'eau, la plupart des ouvrages hydrauliques existants sont dans un état de dégradation qui provoque des pannes fréquentes. Les femmes et les jeunes filles doivent parcourir chaque jour de longues distances pour aller puiser l'eau manuellement dans des puits (80 m de profondeur), ce qui affecte la scolarisation des filles et limite la participation des femmes au développement économique des villages. L'insuffisance de la production d'eau potable à partir des puits et des forages oblige les populations à recourir aux eaux de surface et 53% de l'eau consommée provient de sources non protégées, de marais et de mares. En conséquence, les populations sont exposées quotidiennement aux maladies hydriques, l'une des principales causes de mortalité infantile. La pénurie d'eau entrave également l'activité économique, essentiellement pastorale et agricole.</p> <p>En raison des coûts élevés du système d'irrigation, basé sur l'utilisation d'une énergie non renouvelable (diesel) et des faibles prix du marché, les producteurs ne peuvent pas générer des revenus suffisants pour investir et développer de nouvelles terres. En conséquence, les surfaces cultivées sont largement insuffisantes pour répondre aux besoins alimentaires des familles.</p> <p>C'est le cas des habitants du village de Bellel Kellé qui ne disposent que d'un seul forage construit dans les années 1950.</p> <p>L'OG est de « Contribuer à garantir la sécurité hydrique et alimentaire comme base pour le développement de la population et de la prévention du Covid 19 dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, région de Saint-Louis, Sénégal » et fait partie de la stratégie d'ENDA PRONAT et de SIA de renforcer la résilience des populations les plus vulnérables du département de Podor à travers la promotion de l'agroécologie.</p> <p>Pour atteindre son OE, « améliorer l'accès de la population à l'eau potable (sécurité hydrique) à des aliments agroécologiques (sécurité alimentaire) ainsi que la prévention du Covid 19 dans 3 villages des communes de Guédé Village et Gamadji Saré, région de Saint-Louis, il est prévu :</p> <p>À Bellel Kelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accès à l'eau potable et à usage agricole ; - Assurer la sécurité alimentaire et l'économie de la population. 			



À Bellel Kelle, Diama Alwaly et Gamadji Saré :

- Sensibiliser les enseignants et les élèves de 4 écoles élémentaires pour la prévention du Covid 19 et l'éducation nutritionnelle et environnementale ;
- Sensibiliser la population pour la prévention du Covid 19 à travers l'hygiène et les changements de comportement social.

II. Questions auxquelles on prétend répondre avec l'évaluation: critères et questions de l'évaluation

L'évaluation doit servir d'outil d'apprentissage pertinent pour connaître le fonctionnement, les résultats et les effets de l'intervention afin d'orienter les actions futures, tout en rendant compte aux acteurs concernés par l'intervention, tant en Andalousie que dans le pays partenaire.

Elle a pour but de vérifier la conformité avec les critères de qualité de la coopération andalouse :

- L'efficacité dans l'accomplissement des indicateurs, résultats et objectifs constatés dans le cadre logique ;
- L'efficience et viabilité;
- Impact abouti et attendu;
- Durabilité (connectivité dans le cas des interventions d'action humanitaire);
- Appropriation et renforcement institutionnel;
- Approche Genre en Développement;
- Durabilité environnementale;
- Respect de la diversité culturelle ;

III. Méthodologie et phases:

Les techniques méthodologiques utilisées pour mener l'évaluation de l'intervention seront l'analyse documentaire, des entretiens individuels et des groupes de discussion. On peut éventuellement, considérer la réalisation d'enquêtes.

Les Livrables qui seront obtenus sont (signaler lesquels):

- Rapport préliminaire, résultat de l'étude du cabinet
- Mémoire de terrain, résultat du travail de terrain
- Draft du rapport d'évaluation
- Rapport Final d'évaluation
- Plan de communication et diffusion de l'évaluation et de ses résultats

Les Phases et Délais prévus pour la réalisation de l'évaluation sont les suivantes: Le chronogramme doit avoir au moins le niveau de détail suivant:

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6
Étude de Cabinet. Rapport préliminaire	X					
Travail de terrain Rapport de terrain		X	X			
Elaboration du draft du Rapport Final d'évaluation				X		
Elaboration du Rapport Final d'Évaluation					X	
Diffusion des résultats de l'évaluation						X

IV. Documents apportés par l'entité bénéficiaire, qui seront mis à la disposition de la personne physique ou juridique

- Formulation initiale de l'intervention.
- Matrice de Planification de l'intervention à évaluer (qui sera validée par AACID).
- Résolutions des modifications réalisées.
- Rapport de suivi intermédiaire réalisé par l'organisation bénéficiaire
- Rapport technique Final réalisé par l'organisation bénéficiaire, au cas où il est disponible.
- Réglementations relatives au pays dans lequel l'intervention a lieu et sont pertinentes pour l'évaluation.
- Etudes sur le secteur dans le domaine/pays d'intervention, en incluant d'autres évaluations d'une phase antérieure comme d'autres interventions similaires dans le domaine.
- Autres documents considérés d'intérêt pour l'évaluation. Spécifiez lesquels : _____

V. Structure et présentation du Rapport

Le Rapport devra présenter la structure suivante:

- a) Résumé exécutif.
- b) Introduction: Antécédents et objectifs de l'évaluation.
- c) Brève description de l'objet de l'évaluation et son contexte.
- d) Approche méthodologique et techniques employés dans l'évaluation : critères et questions de l'évaluation, méthodologie, et techniques appliqués et contraintes de l'évaluation réalisée.
- e) Analyse et interprétation de l'information recueillie et résultats de l'évaluation. L'analyse de l'information doit répondre aux critères et questions de l'évaluation. Il convient de mettre l'accent sur l'accomplissement des éléments de la matrice de planification /cadre logique (objectifs, résultats, activités et indicateurs). **Il faut inclure explicitement la matrice de planification de l'intervention indiquant les valeurs atteintes par les indicateurs et les sources de vérification utilisés dans l'évaluation.**
- f) Conclusions de l'évaluation par rapport aux critères d'évaluation. Les conclusions doivent être extraites de l'analyse de l'information recueillie et doivent être présentés selon les critères de l'évaluation.
- g) Recommandations de l'évaluation. Il faut indiquer à qui se dirigent les recommandations (AACID, entité demandant, partenaire local, d'autres)
- h) Actions entreprises pour la diffusion de l'évaluation. L'évaluateur devra effectuer un atelier de restitution des conclusions de l'évaluation avec les acteurs impliqués dans le projet.
- i) Annexes.

Le Rapport Final d'Évaluation ne devra pas dépasser en général les 50 pages. Seront remis une copie en papier et une autre en format électronique. Le Rapport Final doit être rédigé en espagnol.

VI. Requisites et critères de sélection de la personne physique ou juridique

Les critères requis pour la personne physique ou morale sont :

- Expérience minimale de 2 ans dans l'évaluation des politiques publiques, notamment dans le domaine de la coopération.
- N'avoir pas maintenu une relation de travail ou de prestation de services avec l'entité bénéficiaire de la subvention ou son partenaire local au moins dans les deux ans préalables à la proposition de contrat pour la réalisation de l'évaluation, ainsi que n'avoir pas été liée à l'élaboration, gestion ou exécution de l'intervention à évaluer.

En outre, il sera pris en compte :

- Expérience dans le domaine d'intervention.
- Expérience de travail dans le pays où a lieu l'intervention.
- S'il s'agit d'une équipe d'évaluation, il est souhaitable qu'elle soit multidisciplinaire.

Dans la mesure du possible sera promue l'inclusion des professionnels du pays où l'intervention a lieu, ou de ses environs et on prendra en compte l'équilibre entre les sexes.

VII. Prémisses de l'évaluation, propriété et publication, procédures disciplinaires

La personne physique ou juridique chargée de l'évaluation doit être sensible aux considérations de sexe, origine ethnique, âge, orientation sexuelle, langue, différences culturelles, coutumes, croyances et pratiques religieuses de tous les agents impliqués dans le processus d'évaluation.

Elle doit veiller pour l'intégrité, l'indépendance, la crédibilité et la transparence de l'évaluation. La personne physique ou morale chargée de l'évaluation doit travailler avec liberté et sans interférence, ayant accès à toutes les informations disponibles, dans les principes du comportement éthique et professionnel.

L'anonymat et la confidentialité des participant-es à l'évaluation doivent être garantis.

La propriété des Rapports d'évaluation revient à AACID, qui pourra les diffuser et divulguer tout ou partie de leur contenu.

La prestation de services se termine avec l'acceptation du rapport d'évaluation par AACID. Le rapport d'évaluation doit respecter les normes de qualité des évaluations élaborées par AACID, énoncés dans la section IX.

Le non conformité à ces standards mènera, dans un premier temps, à la requête de rectification. Si les lacunes détectées ne sont pas rectifiées, le rapport **ne sera pas accepté** par le bailleur.

VIII. Budget prévu

Le budget maximum d'attribution est celui défini dans le budget validé de l'intervention :
4.575 €

IX. Normes de qualité qui doivent être accomplies par le rapport d'Evaluation

- Norme 1 : Pertinence de l'analyse du contexte.
- Norme 2 : Pertinence de l'approche de la méthodologie et les techniques utilisées
- Norme 3 : Fiabilité des sources d'information.
- Norme 4 : Adéquation dans l'examen des questions et critères d'évaluation.
- Norme 5 : Validité de résultats et des conclusions et utilité des recommandations.
- Norme 6 : Qualité de la participation des entités impliquées et de la population cible à l'évaluation.
- Norme 7 : Crédibilité, éthique et l'impartialité du processus d'évaluation.
- Norme 8 : Adaptation du plan de communication de l'évaluation

TÉRMINOS DE REFERENCIA PARA LA PRESTACIÓN DE SERVICIOS DE EVALUACIÓN FINAL

I. INTRODUCCIÓN			
<p>El objetivo general de estos Términos de Referencia (TdR) es establecer el marco obligatorio de trabajo para afrontar la Evaluación final de la intervención apoyada por la AACID.</p> <p>La propuesta de trabajo, en su caso, debe responder a las cuestiones aquí indicadas, siendo condición necesaria para la aceptación del Informe de Evaluación.</p>			
I.1. DATOS GENERALES DE LA INTERVENCIÓN			
ENTIDAD BENEFICIARIA	SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANDALUCIA		
NOMBRE DE LA INTERVENCIÓN	FORTALECIMIENTO DE LA SEGURIDAD ALIMENTARIA E HÍDRICA DE LA POBLACIÓN Y PREVENCIÓN DE LOS EFECTOS DE LA COVID-19 EN LA REGIÓN DE SAINT LOUIS, SENEGAL		
Nº. EXPTE AACID	0C073/2020		
NORMATIVA REGULADORA DE LA SUBVENCIÓN	(BASES ORDEN 21/06/2016 – BOJA Nº 120 DE 24/06/2016)		
PAÍS DONDE SE DESARROLLA LA INTERVENCIÓN	SENEGAL	MUNICIPIOS	BELLEL KELLE, DIAMA ALWALY, GAMADJI SARÉ
I.2. RESUMEN DE LA ESTRATEGIA DE INTERVENCIÓN (Máximo 2.500 caracteres)			
<p>Describa brevemente los problemas e intereses a los que pretende dar respuesta y describa la estrategia de intervención, haciendo referencia a otras intervenciones con las que pueda tener sinergias o complementariedades.</p> <p>Antes de los años 70, en el valle del río Senegal, las tierras se utilizaban esencialmente para cultivos de secano del río Walo y cultivos pluviales en el Diéri y la ganadería de forma puntual. En el Diéri, tierras que se encuentran fuera de las zonas de crecida, los cultivos son aleatorios, ya que dependen de la pluviometría. Para evitar que la economía agrícola dependa de las inclemencias climáticas y asegurar la producción, se ha desarrollado los sistemas de riego. A pesar de la disponibilidad de recursos hídricos en el valle del río Senegal, el acceso al agua constituye un grave obstáculo para el desarrollo de las actividades agrícolas.</p> <p>La zona del Dieri, que presenta las mayores dificultades de acceso al agua, la mayoría de las obras hidráulicas existentes se encuentran en estado de degradación, generando averías frecuentes. Las mujeres y las jóvenes recorren cotidianamente grandes distancias para extraer manualmente el agua de pozos (80 m de profundidad), lo que afecta a la escolarización de las niñas y limita la participación de las mujeres en el desarrollo económico de las aldeas.</p> <p>La insuficiencia de la producción de agua potable en los pozos y sondeos obliga a las poblaciones a recurrir al agua de superficial y el 53 % del agua consumida proviene de fuentes no protegidas, marismas y estanques. De esta manera, las poblaciones se exponen diariamente a enfermedades</p>			



de origen hídrico, una de las principales causas de mortalidad infantil. La escasez de agua también dificulta la actividad económica, esencialmente pastoril y agrícola.

Debido a los altos costos del sistema de riego, basado en el uso de energía no renovable (diésel) y los bajos precios del mercado, los productores no pueden generar suficientes ingresos para invertir y acondicionar nuevas tierras. En consecuencia, las áreas cultivadas son muy insuficientes para satisfacer las necesidades alimentarias de las familias.

Este es el caso de las poblaciones de la aldea de Bellel Kellé, que solo disponen de un pozo de sondeo realizado en los años 50.

El OG es: "Contribuir a garantizar la seguridad hídrica y alimentaria como base para el desarrollo de la población y la prevención de la COVID-19 en el valle medio del río Senegal" y es parte de la estrategia de ENDA PRONAT y de SIA para promover la agroecología.

Para lograr su OE, " Mejorar el acceso de la población al agua potable (seguridad hídrica), a alimentos agroecológicos (seguridad alimentaria), así como la prevención de la COVID-19 en 3 aldeas de las comunas de Guédé Village y Gamadji Saré, región de Saint Louis", se prevé:

En Bellel Kellé:

- Mejorar el acceso al agua potable y al agua de riego agrícola;
- Asegurar la seguridad alimentaria y la economía de la población;

En Béliel Kellé, Diama Alwaly y Gamadji Saré:

- Sensibilizar a los alumnos/as y profesores de primaria de 4 escuelas para la prevención de la COVID-19, y la educación nutricional y ambiental;
- Sensibilizar a la población para la prevención de la COVID-19, a través de la higiene y cambios de comportamiento social.

II. CUESTIONES A LAS QUE PRETENDE RESPONDER LA EVALUACIÓN: CRITERIOS Y PREGUNTAS DE EVALUACIÓN

La evaluación debe servir de herramienta de aprendizaje relevante para conocer el funcionamiento, los resultados y los efectos de la intervención para orientar futuras acciones al tiempo que debe servir para rendir cuenta a los agentes relevantes de la intervención, tanto en Andalucía como en el país socio.

En la evaluación se debe verificar el cumplimiento de los criterios de calidad de la cooperación andaluza:

- Eficacia en el cumplimiento de los indicadores, resultados y objetivos establecidos en la matriz de planificación.
- Eficiencia y viabilidad.
- Impacto conseguido y esperado.
- Sostenibilidad (conectividad en el caso de intervenciones de acción humanitaria).
- Apropiación y fortalecimiento institucional.
- Enfoque de Género en Desarrollo.
- Sostenibilidad Ambiental.

- Respeto de la diversidad cultural.

III. METODOLOGÍA Y FASES

Las técnicas metodológicas a utilizar para realizar la evaluación serán el análisis documental, entrevistas individuales o grupales. También puede considerarse, opcionalmente, la realización de encuestas.

Los Productos que se van a obtener son (señale cuáles):

- Informe preliminar resultado del estudio de gabinete
- Memoria de campo resultado del trabajo de campo
- Borrador del informe de evaluación
- Informe final de evaluación
- Plan de comunicación y difusión de la evaluación y sus resultados

Las Fases y los Plazos previstos para la realización de la evaluación son los siguientes: Se presentará un cronograma que tenga al menos el siguiente nivel de detalle:

	Mes 1	Mes 2	Mes 3	Mes 4	Mes 5	Mes 6
Estudio de Gabinete (Informe preliminar)	X					
Trabajo de campo (Memoria de campo)		X	X			
Elaboración del Borrador del Informe Final de Evaluación				X		
Elaboración del Informe Final de Evaluación					X	
Difusión de los resultados de la evaluación						X

IV. DOCUMENTOS QUE LA ENTIDAD BENEFICIARIA PONE A DISPOSICIÓN DE LA PERSONA FÍSICA O JURÍDICA

- Formulación inicial de la intervención.
- Matriz de Planificación de la intervención a evaluar (que será la última validada por la AACID).
- Resoluciones de modificaciones realizadas.
- Informe de Seguimiento Intermedio elaborado por la entidad beneficiaria
- Informe Técnico Final elaborado por la entidad beneficiaria, en caso de que esté disponible.
- Normativa relativa al país en el que se lleva a cabo la intervención y que sea de relevancia para la evaluación.
- Estudios sobre el sector en el área/país de intervención, incluyendo otras evaluaciones



relacionadas tanto de una fase anterior como de intervenciones similares en el área.

Otra documentación que se considere de interés para la evaluación. Especifique cuál:

V. ESTRUCTURA Y PRESENTACIÓN DEL INFORME

El Informe debe tener la siguiente estructura:

- a) Resumen ejecutivo.
- b) Introducción: Antecedentes y objetivos de la evaluación.
- c) Breve descripción del objeto de evaluación y su contexto.
- d) Enfoque metodológico y técnicas usadas en la evaluación: criterios y preguntas de evaluación, metodología y técnicas aplicadas y condicionantes de la evaluación realizada).
- e) Análisis e interpretación de la información recopilada y resultados de la evaluación. El análisis de la información debe responder a los criterios y preguntas de evaluación. Se debe hacer especial énfasis en el cumplimiento de lo recogido en la matriz de planificación (objetivos, resultados, actividades e indicadores). **Debe incluirse explícitamente la matriz de planificación de la intervención indicando los valores alcanzados por los indicadores según la evaluación y las fuentes de verificación usadas en la misma.**
- f) Conclusiones de la evaluación en relación con los criterios de evaluación. Las conclusiones deben extraerse del análisis de la información recopilada y debe presentarse atendiendo a los criterios de evaluación.
- g) Recomendaciones de la evaluación. Se debe indicar a quién van dirigidas las recomendaciones (AACID, entidad solicitante, entidad contraparte, otras).
- h) Acciones emprendidas para la difusión de la evaluación.
- i) Anexos.

El Informe Final de evaluación no excederá de forma general las 50 páginas. Se entregará una copia en papel y otra en formato electrónico a la dirección upe.aacid@juntadeandalucia.es. El Informe debe estar escrito en español.

VI. REQUISITOS Y CRITERIOS DE SELECCIÓN DE LA PERSONA FÍSICA O JURÍDICA

La persona física o jurídica debe disponer de:

- Experiencia mínima de 2 años en evaluación de políticas públicas, especialmente en el ámbito de la cooperación.
- No haber mantenido relación laboral con la entidad beneficiaria de la subvención ni con su contraparte, al menos durante los dos años previos a la propuesta de contratación para la

realización de la evaluación, ni haber estado vinculada con el diseño, gestión o ejecución de la intervención a evaluar.

Además, se valorará:

- La experiencia en el sector de actuación.
- La experiencia de trabajo en el país en el que se desarrolla la intervención.
- En caso de ser un equipo de evaluación, que éste sea multidisciplinar.

En la medida de lo posible se promoverá la inclusión de profesionales del país en el que se desarrolla la intervención o de su entorno y tener en cuenta el equilibrio entre géneros.

VII. PREMISAS DE LA EVALUACIÓN, AUTORÍA Y PUBLICACIÓN Y RÉGIMEN SANCIONADOR

La persona física o jurídica que realice la evaluación debe respetar los derechos humanos y ser sensible a las consideraciones de género, origen étnico, edad, orientación sexual, lengua, diferencias culturales, costumbres, creencias y prácticas religiosas de todos los agentes implicados en el proceso evaluativo.

Se debe velar por la integridad, independencia, credibilidad y transparencia de la evaluación. La persona física o jurídica encargada de realizar la evaluación debe trabajar con libertad y sin injerencias y acceso a toda la información disponible, bajo las premisas de comportamiento ético y profesional.

El anonimato y confidencialidad de las personas participantes en la evaluación debe quedar garantizado.

La propiedad de los Informes de Evaluación corresponderá a la AACID, que podrá difundir y divulgar, en todo o en parte, su contenido.

La prestación del servicio finaliza con la aceptación del Informe de Evaluación por parte de la AACID. El Informe de Evaluación debe cumplir los estándares de calidad de las evaluaciones elaborados por la AACID, recogidos en el apartado IX. El incumplimiento de estos estándares dará lugar, en primera instancia, a la solicitud de subsanación. Si no se subsanan las deficiencias detectadas se dará por NO ACEPTADO el informe.

VIII. PRESUPUESTO PREVISTO

El presupuesto máximo de adjudicación será el señalado en el presupuesto validado de la intervención: **4.575 €**

IX. ESTÁNDARES DE CALIDAD QUE DEBE CUMPLIR EL INFORME DE EVALUACIÓN

- Estándar 1: Idoneidad del análisis del contexto.
- Estándar 2: Oportunidad del enfoque metodológico y las técnicas utilizadas.
- Estándar 3: Fiabilidad de las fuentes de información.
- Estándar 4: Suficiencia en el examen de las preguntas y criterios de evaluación.



- Estándar 5: Validez de los resultados y las conclusiones y utilidad de las recomendaciones.
- Estándar 6: Calidad de la participación en la evaluación de las entidades implicadas y población destinataria.
- Estándar 7: Credibilidad, ética e imparcialidad del proceso de evaluación.
- Estándar 8: Adecuación del plan de comunicación de la evaluación.